



REPORT

Conference Annuelle « Voisinages »

LA PERTE D'INFLUENCE DE L'UNION EUROPEENNE DANS SES VOISINAGES ; QUELLES CONSQUENCES ET QUELS REMEDES ?

Telles sont les questions, complexes et délicates auxquelles s'est consacrée, le 4 février dernier, la conférence que l'Institut d'études européennes de l'université Saint Louis de Bruxelles organise depuis déjà douze années sur les relations entre l'UE et les pays inclus dans sa politique de voisinage, plus connue sous le sigle « PEV ».

Questions complexes car les situations, les crises et même les conflits non résolus constatés dans les pays voisins tant à l'est qu'au sud sont effectivement bien compliqués à analyser et à interpréter.

Questions délicates car ces mêmes situations, plus de quinze années après le démarrage de la PEV, jettent un doute sur l'efficacité de l'Union européenne à s'entourer, via cette politique et la politique étrangère et de sécurité commune, de ce qui fut qualifié de « ring of friends » et qui ressemble bien d'avantage à un « ring of fire » aujourd'hui, et cela au moment même où la nouvelle Commission européenne se veut « géopolitique ».

Des experts de haut niveau dont plusieurs anciens praticiens de la PEV et de la PESC en ont débattu toute une journée autour d'un public nombreux (plus de 120 inscrits) et qui souleva de bien pertinentes questions au cours des temps prévus pour les échanges avec la salle.

Le constat tout d'abord.

Il fut sans appel

« De multiples conflits se déroulent aux frontières de l'UE mais l'absence et la faiblesse d'une présence européenne dans ces conflits, et pour les résoudre, sont frappantes... »

» l'UE laisse la place aux voisins de nos voisins qui prennent un rôle prédominant face à ce vide de pouvoir... »

« Ces mêmes voisins des voisins deviennent de ce fait de vrais acteurs importants, voire des puissances régionales, qui opèrent un retour à la force et à l'unilatéralisme... »

Au sud deux pays vivent une guerre avec d'une part la tragédie syrienne, qui au départ était liée au soulèvement de la population contre Bachar El-Assad, suivi immédiatement d'interventions extérieures qui n'ont fait qu'augmenter les tensions...l'intervention turque et russe a finalement permis à Bachar El-Assad de reprendre le contrôle d'une grande partie de son territoire mais au prix de millions de civils tués, déplacés ou exilés...et, d'autre part, une Libye également en proie à une guerre civile depuis la chute de Kadhafi, avec d'un côté un gouvernement reconnu par la communauté internationale, basé à Tripoli, et de l'autre les forces armées du général Haftar, soutenu par la Russie et l'Égypte et qui contrôle une partie importante du territoire...

Trois pays qui connaissent ou ont connu des mouvements populaires profonds, avec l'Algérie dont la population s'est débarrassée du régime Bouteflika mais reste insatisfaite des élections qui s'en sont suivies ; le Liban où la population rejette vivement la corruption et la pauvreté et où un nouveau premier ministre, proche du Hezbollah, tente de former un gouvernement de technocrates ; l'Irak pour des raisons similaires mais avec en plus de graves rivalités régionales et de puissances sur son sol même.

La Tunisie et le Maroc sont les seuls pays dans lesquels le « printemps arabe » n'a pas mal tourné même si de nombreux progrès restent à faire notamment sur les plans économique et social.

En Égypte, le pays est revenu à un régime répressif et autoritaire, dominé par l'armée, après l'avènement puis la chute du président Morsi et des Frères musulmans.

A l'est même si une large majorité de la population est en faveur d'une adhésion à l'Union européenne, et d'une modernisation de la vie politique, en Ukraine, Géorgie, Moldavie, la situation est comme « gelée » avec dans un cas l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass, et dans les autres le problème de la Transnistrie, et ceux, en Géorgie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud toujours sous occupation.

La présence et l'influence russes sont également très fortes en Arménie même si le nouveau premier ministre semble vouloir travailler à une modernisation du pays.

Quant à l'Azerbaïdjan, pays musulman chiite, sa priorité est d'avantage celle de valoriser au mieux ses ressources en hydrocarbures plutôt que de se rapprocher des standards politiques occidentaux, même si un accord est effectivement en cours de négociation.

Les causes de cet « effacement » sont bien connues.

Elles procèdent tout à la fois au niveau général :

D'une surestimation de l'Union européenne par elle-même à la suite de la fin de la guerre froide, de l'effondrement de l'ex-URSS et du bloc soviétique et encore longtemps après... » une puissance à même de jouer un rôle stabilisateur mondial » (déclaration de Laeken, décembre 2001) ... » En tant qu'Union de vingt cinq Etats, avec une population dépassant les 450 millions de personnes et une production représentant un quart du produit national brut mondial et avec la gamme d'instruments à sa disposition, l'Union européenne constitue inévitablement un acteur mondial...(prêt) à assumer sa part dans la responsabilité de la

sécurité internationale et de la construction d'un monde meilleur » (Stratégie européenne de sécurité, décembre 2003)... » , les citations pourraient être multipliées...

et de ce qui fut qualifié par un intervenant des « dix péchés capitaux de l'UE » à savoir « manque récurrent d'anticipation ; faible capacité d'adaptation au changement ; inachèvement des piliers centraux de l'intégration économique ; manque de réalisme et de vigilance ; romantisme et croyance naïve dans les vertus géopolitiques de la seule coopération juridique et économique ; sous-utilisation des dimensions externes des politiques internes ; faiblesse du système institutionnel de gouvernance ; quasi inexistence de la PESC et de la PSDC ; faiblesse des moyens budgétaires alloués «

Et au niveau particulier de la politique de voisinage d'une insuffisance d'évaluation politique et géopolitique au profit d'une inflation de mesures et programmes « sous la ligne du radar » marquées de plus par une bureaucratisation et une inertie excessive.

Les conséquences pour l'UE d'une telle perte d'influence ;

Elles sont à voir dans un monde en pleine mutation et recomposition des pouvoirs, dans lequel les pays voisins de l'Union européenne sont devenus, d'autant plus facilement que l'UE s'effaçait, un « terrain de jeu » pour d'autres acteurs internationaux ou régionaux désireux de s'y implanter tels que la Chine ou encore la Turquie ou l'Arabie saoudite, à un moment où par ailleurs les Etats-Unis d'Amérique changent profondément de politique et de posture internationale.

« La Chine – que l'UE qualifie maintenant non plus de partenaire stratégique mais de rival systémique- voit l'élargissement et la politique européenne de voisinage comme une construction impériale qui, à ce titre, risque de s'effondrer... »

« La Chine préfère utiliser les relations bilatérales afin de pouvoir faire peser le plus possible son influence... »

« Avec l'initiative One Belt One Road, la Chine connaît un résultat très positif...en Méditerranée elle multiplie le rachat et la construction de ports avec l'objectif d'arriver au cœur industriel de l'Europe...la consolidation de la présence économique chinoise entraîne une dégradation normative du marché intérieur avec une concurrence déloyale qui ne respecte pas la propriété intellectuelle, favorise la mise en place d'un marché illicite de contrefaçon, ainsi que le non- respect des conditions phytosanitaires... »

« En Turquie on peut dire que le coup d'état à l'encontre d'Erdogan a finalement renforcé sa position à l'intérieur tandis qu'il a créé une quantité énorme de dégâts à l'extérieur...Il n'a pas de boussole claire sur sa position au Moyen-Orient, y pratique une politique de « jump first, think later » ...

Dans ces conditions le processus de perte d'influence de l'UE dans ses voisinages risque de s'accélérer.

Les remèdes sont plus difficiles à imaginer.

Plusieurs pistes intéressantes ont cependant été avancées :

« Ne pas retarder indûment les élargissements aux pays des Balkans...même si une nouvelle méthode de négociation avec les pays candidats est nécessaire il faut donner à ces pays une feuille de route explicite »

« Clarifier du même coup la question, laissée pendante, des frontières de l'Union »

« Clarifier aussi la situation par rapport à la Turquie, toujours en négociation, alors qu'elle n'entrera jamais dans l'UE... »

« L'UE a effectivement perdu la maîtrise des choses ...et il faut que le système institutionnel de l'UE comprenne et intègre dans son fonctionnement et ses processus décisionnels les données de la nouvelle géopolitique... »

« Se concentrer, pour reprendre la main, sur quelques dossiers choisis comme l'Ukraine et la Libye...utiliser autrement le puissant levier des accords de commerce tout en adaptant la politique de concurrence... »

« Pour cela avoir une Commission effectivement géopolitique, ce qui implique de profonds changements de méthode et d'organisation... »